Séance publique du 9 juillet 2002

Délibération n° 2002-0679

commission principale : finances et institutions

commune (s) : Lyon 9°

objet : **Protocole d'accord transactionnel avec la SARL L'Opérateur et la SA Compagnie lyonnaise de cinéma (CLC) concernant la réparation d'un préjudice financier subi**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière - Service opérationnel - Subdivision nord

Le Conseil,

Vu le rapport du 19 juin 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

La Communauté urbaine a mis à disposition de la société Compagnie lyonnaise de cinéma (CLC) un ensemble immobilier constitué d'une maison de 700 mètres carrés et d'un local à usage d'entrepôt, d'une superficie d'environ 2800 mètres carrés situé 30, quai Paul Sédallian à Lyon 9° suivant une convention d'occupation temporaire en date du 17 février 1994.

Cette convention a été conclue pour une durée de cinq ans puis prorogée par avenant jusqu'au 31 mars 2000 uniquement sur la maison de maître au profit de la SARL L'Opérateur qui s'était substituée à la société CLC. En réalité, la SARL L'Opérateur n'a définitivement quitté les lieux que le 31 décembre 2000.

Par la suite, la société L'Opérateur et la société CLC ont, par l'intermédiaire de leur avocat, soutenu que la Communauté urbaine s'était engagée à créer de façon pérenne une véritable pépinière d'entreprises sous le nom de Cité de l'image. En conséquence, au regard de ces assurances, la SARL L'Opérateur s'était engagée sur un programme de travaux importants financés en partie par les apports de ses associés, et notamment la société CLC, et en partie par les sous-locations auprès de jeunes entreprises développant une activité dans le domaine du cinéma.

A partir du moment où la Communauté urbaine a décidé de ne pas maintenir la société dans les lieux et de favoriser l'installation du pôle régional textile au 30, quai Paul Sédallian, la plupart des entreprises et associations qu'elle hébergeait ont quitté la Cité de l'image, laissant la société dans l'impossibilité de continuer à amortir par des loyers ses investissements. Aussi les représentants de la société L'Opérateur et la SA Compagnie lyonnaise de cinéma, par l'intermédiaire de leur avocat, ont-ils saisi la Communauté urbaine en vue de la réparation du préjudice qu'elles auraient subi pour les faits ci-dessus évoqués.

Ainsi, les parties se sont rapprochées et ont convenu d'un protocole transactionnel selon les modalités suivantes :

- la société L'Opérateur et la société CLC renoncent à toute demande à l'encontre de la Communauté urbaine tendant à une indemnisation au titre des pertes qu'elles auraient subi du fait du non-respect des engagements pris à leur égard tant quant au développement du site de la Cité de l'image qu'au moment du démantèlement de ce site. Elles s'interdisent de manière générale tout recours se rapportant aux conditions de leur occupation, du tènement situé 30, quai Paul Sédallian à Lyon 9° et à sa libération.

En contrepartie, la Communauté urbaine accepte de libérer la société L'Opérateur de sa dette contractuelle représentant la somme de 15 079,74 € ;

Vu ledit protocole ;

Ouï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve le protocole d'accord transactionnel entre la communauté urbaine de Lyon et les sociétés l'Opérateur et CLC.

2° - Autorise monsieur le président à signer ledit protocole d'accord transactionnel.

3° - Accepte d'accorder une remise gracieuse de la dette de la SARL L'Opérateur à hauteur de 15 079,74 € en contrepartie du préjudice subi.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,